

Semaine du 29 juin au 5 juillet 2009 n° **266**

Sommaire

- **Jeunes diplômés des grandes écoles** : insertion dans l'emploi plus difficile en 2008
- **Télécom** : quelle responsabilité sociale des entreprises ?
- **Dassault/Biarritz** : plan de chômage partiel « injustifié »
- **Enquête Mobilité de l'Apec** : le chômage taraude les cadres
- **Baromètre** : 55 % des femmes cadres doutent de leur évolution de carrière
- **Electronique** : plans sociaux à la chaîne
- **Fonctionnaires** : tour de vis salarial en 2010
- **Chômage** : on est au-dessus des 4 millions
- **Radio France Internationale** : l'intersyndicale demande à être reçue par Frédéric Mitterrand
- **Culture** : manifestation pour l'emploi au ministère
- **Retraite** : les Français majoritairement hostiles au recul de l'âge légal

Édito

Discours présidentiel devant le congrès Tout ça pour ça ?

Le nouvel exercice de communication présidentielle consistant à venir s'exprimer devant députés et sénateurs réunis à grands frais à Versailles a tenu toutes ses promesses, si l'on peut dire. S'exprimant sur la crise et les orientations économiques et sociales qu'il préconise, il n'a rien annoncé de nouveau qui soit le début d'une réponse aux mouvements sociaux unitaires qui ont marqué le paysage depuis octobre dernier. S'il a repris la critique de la mondialisation actuelle et des dérives du capitalisme financier et prôné les vertus de la justice, de la régulation et de la protection des salariés, il a surtout justifié un programme de réformes au nom de la crise qui sont revendiquées par le Medef.

Sur les salaires, pourtant au cœur de nombreuses mobilisations, le Président s'est borné à évoquer le débat sur le partage de la valeur ajoutée prestement tranché par un refus catégorique du Medef. Dans le même temps, le gouvernement annonçait une revalorisation dérisoire du SMIC de 1,30 %, soit 11 centimes de l'heure.

Concernant le service public dont on a vu toute la nécessité avec les premiers soubresauts de la crise, Nicolas Sarkozy confirme une logique comptable de baisse de l'emploi public déjà à l'œuvre et dont les résultats ont dépassé en 2008 les prévisions de suppressions de postes.



Reste l'annonce d'une concertation de trois mois avec les syndicats pour définir les priorités stratégiques et budgétaires à inscrire dans une optique de sortie de crise.

Mais que peut-il accoucher de cette « consultation » alors que des éléments structurants sont d'ores et déjà tranchés ou maintenus en l'état ? Il en va ainsi de l'annonce d'un emprunt national pour financer le budget de l'État alors que le bouclier fiscal est maintenu et que la remise en cause des exonérations de cotisations sociales n'est pas à l'ordre du jour. De même, la suppression de la taxe professionnelle ou la perspective de substituer la taxe carbone aux cotisations sociales qui risque de faire augmenter la part des contributions des ménages et faire baisser celle des entreprises.

Autre confirmation, le Président annonce une nouvelle réforme des retraites en 2010 avec comme seuls paramètres l'âge de départ en retraite et la durée de cotisation. D'un mot, le Président a évoqué la reconnaissance de la pénibilité du travail sans indiquer comment il comptait imposer au Medef de sortir de la tranchée dans laquelle il s'est installé sur ce dossier depuis la réforme Fillon. Il est venu, il a parlé, il est reparti sans écouter la représentation nationale. La démocratie n'y a sans doute pas plus gagné que le dialogue social.

Jeunes diplômés des grandes écoles Insertion dans l'emploi plus difficile en 2008



La Conférence des grandes écoles a indiqué mardi que l'insertion sur le marché du travail des diplômés des grandes écoles en 2008 a été légèrement plus difficile que pour ceux de l'année précédente, en raison de la crise économique. La durée de recherche d'emploi s'est allongée et un contrat à durée indéterminée (CDI) est plus difficile à obtenir : 79 % des diplômés de 2008 avaient un CDI au 1^{er} janvier 2009, contre 81 % un an plus tôt.

Télécom

Quelle responsabilité sociale des entreprises ?

Les entreprises des télécoms cultivent une image positive en multipliant les communications autour de la RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise). Qu'en est-il dans les faits ? Comme l'indique l'Autorité de régulation des télécoms (Arcep) dans sa dernière publication, si les revenus du secteur ont continué à progresser en 2008 de 3,6 % (après + 4 % en 2007), l'emploi lui, continue son déclin : - 1,7 % en 2008 (après - 2,4 % en 2007 et - 5,2 % en 2006). Et la première d'entre elles, France Télécom, n'est pas en reste, puisque selon le bilan social 2008 de FTSA qui vient d'être publié, l'entreprise a réalisé seulement 1 078 embauches en CDI (soit 21 % de moins qu'en 2007 et 51 % de moins qu'en 2006) alors que dans le même temps les pertes d'emplois en 2008 se traduisent par 1 123 démissions, 185 licenciements, 45 ruptures conventionnelles, 4 074 fins de CDD, 1 671 départs en retraite...

La CGT de France Télécom se dit « *disponible pour négocier une vraie RSE impliquant des devoirs vis-à-vis des usagers/clients, des salariés et de l'environnement* ».



Dassault/Biarritz

Plan de chômage partiel « injustifié »



La direction de l'entreprise a annoncé mardi que quelque 3 000 des 8 400 salariés du groupe vont être mis au chômage partiel, une semaine par mois, à partir de septembre et jusque fin février 2010, du fait de « l'effondrement du marché de l'aviation d'affaires ». Les 5 400 salariés qui ne chôment pas leur donneront « une journée de partage » (jour de congé, de RTT...). En outre, les augmentations de salaires des cadres supérieurs sont reportées de six mois, à début 2010. Ces mesures qui touchent particulièrement les sites de production d'Argenteuil (Val-d'Oise), Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), Martignas-sur-Jalle (Gironde) et Seclin (Nord) ont été jugées « injustifiées » par la CGT, seule organisation syndicale

à les avoir rejetées en Comité d'entreprise mardi. « L'unique document remis aux syndicats fait état d'une perte de seulement 27 commandes sur un total de 478 appareils, avec un carnet de commandes de plus de 17 milliards d'euros et 4 à 5 ans d'activité » pour l'ensemble des sites en France a indiqué Jacques Dassé, secrétaire de la section CGT du site au Pays Basque.

Enquête Mobilité de l'Apec

Le chômage tarabuste les cadres

Dans son enquête annuelle Mobilité 2009 l'Association pour l'emploi des cadres (Apec) indique que la majorité des cadres a connu une situation professionnelle stable en 2008, mais que près d'un tiers a changé de poste ou d'entreprise. Elle indique aussi que les cadres sont plus inquiets pour 2009 notamment sur le risque de chômage. Un sur cinq se sent d'ailleurs directement menacé par un licenciement. C'est sept points de plus qu'il y a un an et ils sont plus nombreux encore dans le secteur de l'industrie (66 %).



Baromètre

55 % des femmes cadres doutent de leur évolution de carrière



Pour sa première édition, le baromètre de confiance des femmes cadres réalisé par l'Institut LH2 pointe que plus de la moitié, (55 %) ne sont pas confiantes quant à l'évolution de leur carrière et aux chances qui leur seront offertes. Si elles estiment positifs les processus de recrutement et l'accès aux formations, en revanche elles estiment se heurter encore au plafond de verre dès qu'il s'agit de l'égalité d'accès aux promotions. Plus d'une femme sur deux (55 %) a en outre le sentiment que son congé maternité a eu un impact négatif sur sa progression de carrière. Quant à l'égalité salariale, près de six femmes sur dix (59 %) n'en sont pas satisfaites.

Electronique

Plans sociaux à la chaîne

Suppressions d'emplois, fermetures d'usines et chômage partiel, l'industrie électronique française est fortement ébranlée par la crise qui accentue une tendance de fond : la délocalisation de la production vers les pays à faible coût. L'AFP a recensé les annonces de suppressions d'emplois de ces derniers mois dans l'industrie électronique en France.

Composants

- NXP : 360 postes supprimés, notamment sur le site Caen-Côte de Nacre.
- Atmel : mise en vente de l'usine de Rousset, près d'Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), 1 300 emplois en jeu.
- Texas Instruments : 305 emplois supprimés à Villeneuve-Loubet (Alpes-Maritimes).
- Freescale : 1 100 emplois menacés à Toulouse.
- Soitec : une centaine de postes supprimés.
- Altis : 400 suppressions à Corbeil-Essonnes (Essonne).
- ST-Ericsson : 146 emplois touchés, dont 96 dans l'usine de Colombelles, près de Caen.
- Molex : projet de fermeture de l'usine de Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne), 283 emplois.
- FCI : grève de six semaines (de fin février à début avril) par crainte d'un plan social.



Vidéo

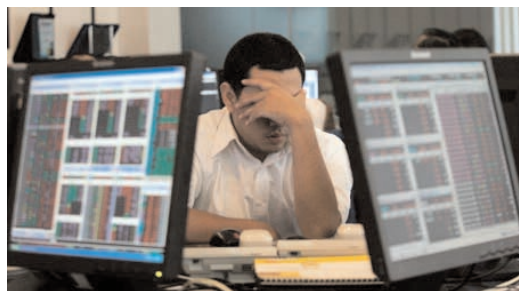
Sony a fermé en avril son site de Pontonx-sur-l'Adour (Landes) employant 311 salariés et spécialisé dans la production de bandes magnétiques vidéo. Installé en France depuis les années 1980, Sony ne compte plus qu'une usine en France, en Alsace ; Bayonne ayant déjà mis la clé sous la porte en 2001.



Informatique

Bientôt, plus aucun ordinateur ne sera conçu sur le sol français, après la récente décision du japonais NEC d'arrêter d'ici mi-2010 la production à Angers (Maine-et-Loire), dans le sillage de ses concurrents qui ont tous déserté l'Hexagone.

- Fujitsu : 112 postes supprimés, principalement à Roissy.
- Packard-Bell : 240 emplois touchés à Angers (Maine-et-Loire).
- Nec Computers : 387 dont 334 à Angers.
- Hewlett-Packard (HP) : le premier fabricant mondial d'ordinateurs va supprimer 540 postes supplémentaires en France, dans le cadre du plan européen annoncé fin mai et d'autres mesures de restructuration.



Fonctionnaires

Tour de vis salarial en 2010



La hausse générale des salaires des fonctionnaires sera limitée à 0,5 % en 2010, a annoncé jeudi le gouvernement. Cette augmentation, inférieure à la hausse des prix envisagée en 2010 (+1,2 %), renforce la colère des syndicats, qui dénoncent le retard accumulé depuis 2000 et appellent à l'action contre la réforme de la mobilité. Si ces annonces n'ont guère surpris, les syndicats ont jugé que le traditionnel rendez-vous annuel de négociation du printemps a été vidé de son contenu. S'il se confirmait qu'aucune mesure générale n'était prise de manière urgente pour redorer le pouvoir d'achat des fonctionnaires, « nous appellerions bien entendu les personnels à intervenir de façon massive pour faire entendre leur juste droit », a averti Jean-Marc Canon, de la CGT.

Chômage

On est au-dessus des 4 millions

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A et n'ayant aucune activité a crû en mai de 36 400 en métropole à 2,54 millions, atteignant 3,62 millions (+ 54 100) en incluant les demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C). Le nombre d'inscrits dans ces trois catégories a progressé de 1,5 % sur un mois et de 18,4 % sur un an. Plus de quatre millions de personnes étaient inscrites à Pôle emploi en métropole en mai.



Radio France Internationale

L'intersyndicale demande à être reçue par Frédéric Mitterrand



L'intersyndicale de RFI a écrit jeudi au nouveau ministre de la Culture et de la Communication, Frédéric Mitterrand, pour être reçue le plus rapidement possible. « RFI est entrée dans sa septième semaine de grève contre un plan de sauvegarde de l'emploi qui prévoit la suppression de 22 % des effectifs (soit 206 postes sur un millier) et la fermeture de six rédactions en langues étrangères », rappelle l'intersyndicale. « Les salariés sont aujourd'hui profondément déçus. Ils ont le sentiment de payer seuls la charge de réformes menées, à marche forcée, sans dialogue, sans prise en compte de la spécificité de l'entreprise », poursuit-elle. Le plan a été suspendu par la Cour d'appel, qui a demandé à la direction d'informer davantage le Comité d'entreprise notamment sur la mise en

place de la holding AEF (Audiovisuel Extérieur de la France) qui coiffe RFI et France 24. S'estimant toujours insuffisamment informé, le CE a saisi le juge de l'exécution du TGI de Paris, qui l'a débouté la semaine dernière pour vice de forme. Ce juge a réexaminé le dossier mercredi et doit rendre sa décision lundi. Des salariés de RFI ont réalisé mercredi sur le parvis de l'Hôtel de Ville à Paris leur propre émission sur le plan social, au cours de laquelle plusieurs personnalités ont exprimé leur attachement à la radio, touchée par une grève depuis plus de six semaines. Cette émission « éphémère » et « autonome », réalisée par des salariés grévistes et non grévistes, a été diffusée dans plusieurs langues, indépendamment de l'antenne de RFI.

Culture

Manifestation pour l'emploi au ministère

A l'appel des syndicats CGT, Sud et FSU, 500 personnes ont manifesté jeudi à Paris devant les bureaux de l'administration centrale du ministère de la Culture pour obtenir le retrait de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). Les syndicats ont demandé à être reçu « en urgence » par le nouveau ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand. Selon les syndicats, « *l'actuel gouvernement s'attaque à l'intégrité même du ministère de la Culture, remettant ainsi gravement en cause son utilité et sa pertinence au service des publics, de l'ensemble de la population et tout ce qu'il a apporté, et apporte encore, au développement de l'action culturelle dans notre pays* ».



Retraite

Les Français majoritairement hostiles au recul de l'âge légal

Selon un sondage Ipsos pour *Le Point* publié mercredi, moins d'un tiers des Français (29 %) sont favorables à un recul de l'âge de la retraite. Interrogés sur la solution « préférable » pour pérenniser le financement des retraites, 29 % des Français ont choisi la réponse « *travailler plus longtemps en reculant l'âge légal de la retraite* », contre 50 % préférant « *payer davantage au cours de la vie active et maintenir l'âge légal de la retraite* » à 60 ans.